

## Chapitre 6 : La France de la Belle Epoque (1/3) : la République radicale et ses oppositions (1900-1914)

**Introduction :** La « Belle Epoque » est le surnom donné aux années 1900. L'expression a été forgée au lendemain de la Grande Guerre de 1914-1918, nourrie par une certaine nostalgie rétrospective après le cataclysme. La Belle Epoque ne l'est pourtant pas tant que cela. Certes, l'Exposition universelle de Paris, en 1900, est un succès international : elle inaugure une ère d'optimisme et de confiance dans le progrès, à l'image de l'enthousiasme suscité par le Palais de l'Electricité. Paris s'impose, par ses éclairages, son métro (le 2<sup>ème</sup> du monde après celui de Londres) et sa vie culturelle, comme la « ville Lumière ». Mais le climat social de la période est extrêmement tendu : avec des grèves violentes, déclenchées par un syndicalisme de combat inspiré par les idées révolutionnaires et même anarchistes, réprimées par la force par le pouvoir. Belle Epoque ou guerre sociale ? De même, la liquidation de l'Affaire Dreyfus ne fait pas taire la droite antirépublicaine : au contraire, celle-ci se ragaillardit lorsque les radicaux reprennent le chantier de la laïcité et pousse jusqu'à la Séparation de l'Eglise et de l'Etat en 1905, rallumant la querelle religieuse. Mais il s'agissait de continuer à maintenir l'esprit de « défense républicaine ». Depuis la fin des années 1890, le personnel politique change progressivement, faisant clairement tendre le régime vers la gauche : les radicaux entrent dans les gouvernements et remettent en question certains compromis des opportunistes, ils ont clairement la majorité en 1902 ; dans les années 1890, la gauche socialiste fait aussi son entrée au Parlement, dans les exécutifs locaux et même au gouvernement (pour quelques « socialistes indépendants »). Avec pour conséquence l'émergence d'une politique sociale.

Examinons dans ce chapitre deux grandes problématiques politiques et sociales de la période : I/ la question de la République laïque dont la construction reprend, dans un contexte post-Affaire Dreyfus ; II/ la question sociale et le climat de « guerre sociale », selon les termes du syndicaliste Gustave Hervé, qui a caractérisé ces années où l'on compte plus de 1 000 grèves (souvent brutales) par an. Enfin, III/ une courte partie est nécessaire pour évoquer l'état de la société au début des années 1910 à la veille de la Grande Guerre.

### I/ La nouvelle offensive laïque de la République et une Séparation contestée (1899-1908)

#### A/ La définition d'un nouvel espace public républicain intégralement laïc (1899-1907)

##### 1/ Soutiens et oppositions à la République radicale et laïque

*Vie parlementaire et Bloc des Gauches.* Le gouvernement Waldeck-Rousseau va durer trois ans, soit une longévité exceptionnelle par rapport aux habitudes de la III<sup>e</sup> République. Puis les élections de 1902 actent bien de ce basculement progressif vers la gauche et le radicalisme : 129 sièges pour les radicaux, désormais la force majoritaire avec 35% de la Chambre des députés, 127 pour les « progressistes », 62 modérés/opportunistes (le camp des républicains modérés s'est scindé en deux), 124 pour les conservateurs (ex-monarchistes convertis à la République, groupés dans l'alliance libérale et populaire de Jacques Pioux fondée en 1901), 104 socialistes indépendants, 43 socialistes (soit 146 socialistes se revendiquant de façon plus ou moins lointaine du marxisme,

au total...). Il n'y a plus de monarchistes. Le président de la Chambre est Léon Bourgeois (radical). On parle du « Bloc des gauches », désormais soutien des gouvernements pendant toutes les années 1900. Par ailleurs, la vie politique se recompose, avec l'apparition des premiers partis politiques, au sens moderne, grâce à la loi de 1901 sur les associations. Ce sont des organisations bénéficiant d'une structure administrative et d'un budget propre, et plus seulement un club de députés s'appuyant sur une nébuleuse de comités en province. Le premier parti politique français est d'ailleurs le Parti radical (« parti radical et radical-socialiste »), fondé en juin 1901. Ce monde politique républicain, de radicaux et de progressistes, a des soutiens dans la société civile, avec les sociétés de pensées, et bien sûr les associations qui prennent leur essor après la loi de 1901.

*Base électorale des républicains radicaux.* Il existe, dit l'historienne Madeleine Rebérioux, un « vivier commun » dans lequel le monde politique républicain de cette époque puise ses idées, ses hommes et ses électeurs. Il y a cinq grands types de « société intellectuelle » et de cercle de sociabilité qui soutiennent la République radicale. 1/ Les ligues progressistes comme la Ligue des Droits de l'Homme (LDH), dirigée à partir de 1903 par Francis de Pressensé, député socialiste de Lyon. La LDH compte plusieurs dizaines de milliers de membres qui sont de fervents soutiens de la République radicale. 2/ Les sociétés de libre-pensée, fondées à la fin du XIXe siècle, et qui sont très anticléricales, 3/ Les comités laïcs comme la ligue de l'Enseignement (qui survit à Jean Macé, mort en 1894) dont lesquels on trouve beaucoup d'instituteurs et de professeurs, 4/ les « universités populaires », née pendant l'Affaire Dreyfus, qui organisent des rencontres, des conférences, des fêtes éducatives : ce qui montre la légitimité de l'intellectuel dans la société désormais. 5/ La franc-maçonnerie, toujours proche des élites républicaines, et parfois clairement associée au pouvoir. En novembre 1899, lors de l'inauguration du Triomphe de la République, plusieurs centaines de francs-maçons en tablier y participent et tout le monde le remarque, semblant fonder les fantasmes de la droite antirépublicaine autour du « complot judéo-maçonique ». Beaucoup de loges maçonniques soutiennent le régime et les opposants tentent de les discréditer. En 1897, éclate par exemple l'affaire Léo Taxil. Sous ce pseudonyme, Marie-Joseph Jogand-Pagès, ancien franc-maçon, mais en rupture et converti au catholicisme, a publié une série de pamphlets, depuis 1885, censés dévoiler les mystères de la franc-maçonnerie. A chaque ouvrage, il allait plus loin dans la révélation du « complot » (qui contrôlerait le régime) et des pratiques de la franc-maçonnerie auxquelles il aurait participé. Il parle de culte de Lucifer, de prosternation devant des têtes de boucs, de magie noire, de pratiques occultes, etc. Mais lors d'une conférence à la Société de géographie en 1897, il révèle ... qu'il a tout inventé, au grand désarroi des milliers de gens qui le suivaient désormais dans un vaste mouvement antimaçonnique, qui avait reçu le soutien d'une partie du clergé. Mais les clichés véhiculés par Taxil lui survivront et alimenteront jusqu'à aujourd'hui encore un certain nombre de discours antimaçonniques, souvent tenus, comme pour Taxil, par d'anciens francs-maçons.

## **2/ Le combisme : le temps d'un anticléricalisme d'Etat (1902-1905)**

*La situation des catholiques en France.* C'est dans ce contexte que s'inscrit la politique du combisme, du nom du nouveau Président du Conseil, Emile Combes, formant un gouvernement à majorité radicale en 1902. Le « petit père Combes » sera considéré comme un véritable « suppôt de Satan » pour certains. Car cet ancien

séminariste (!) va choisir de mener l'offensive contre l'Eglise sur le plan de la laïcité, associant son nom à un anticléricalisme de combat qui ne se contente plus seulement du terrain scolaire. L'historien René Rémond parle « d'anticléricalisme d'Etat » pour désigner la politique qui va courir de 1902 à 1905. Il nous faut auparavant dire quelques mots de l'état de la France catholique à la Belle Epoque. Les catholiques français sont encore très nombreux : ils ont leur réseaux (jeunesses catholiques, association de pères de famille, conseils paroissiaux), leur presse (*La Croix*, *Le Pèlerin*). De fait, des cathédrales sont encore inaugurées, comme Notre Dame de Fourvière à Lyon en 1896, mais le monde catholique traverse une crise d'identité. Tout le monde n'a pas suivi le ralliement de 1892. L'historien Gérard Cholvy parle de « discordat » pour désigner le sentiment de déconnexion entre la population catholique et la société politique, qui comporte de plus en plus d'athées et de matérialistes (socialistes) et de francs-maçons. Sur ces brisées, l'offensive cléricale d'Emile Combes va être assimilée à une véritable persécution anti-chrétienne.

*Un anticléricalisme offensif.* Combes va d'abord appliquer strictement la loi sur les associations de 1901 qui excluait les congrégations (associations religieuses) de la possibilité de se déclarer en association, sauf à recevoir une autorisation préfectorale. Combes fait fermer toutes les congrégations religieuses non autorisées, avec une grande vague d'expulsion en 1902-1903. Des moines sont chassés par la police ou la gendarmerie de monastères qui s'étaient constitués en congrégations : ces interventions policières émeuvent les catholiques français. 3000 établissements vont ainsi être fermés, leurs biens étant saisis et revendus. On dénombre beaucoup de protestations, dans les campagnes : la foule tente de protéger les religieux, tandis que des officiers de gendarmerie catholiques refusent d'appliquer les ordres et démissionnent. Ensuite, la loi du 7 juillet 1904 interdit aux congrégations qui ont réchappé à la fermeture d'enseigner, ce qui creuse davantage le fossé. Le rapporteur de la loi, Ferdinand Buisson, déclare que « l'institution monastique » est incompatible avec « l'institution scolaire ». Cependant, la loi de 1886 sur l'enseignement libre n'est toujours pas amendée : Combes ne détruit pas l'école libre. Devant cette politique, 74 évêques protestent : Combes suspend en représailles leur salaire. Le sommet de cette politique sera la rupture des relations diplomatiques avec le Vatican. Les relations avec Rome se dégradent en effet très rapidement devant cette politique. En 1903, le pape progressiste Léon XIII meurt, et son successeur Pie X est beaucoup plus conservateur. Ce dernier prend ombrage d'un projet de visite officielle du Président Loubet à Rome auprès des autorités italiennes. Or le pape ne reconnaît toujours pas le royaume d'Italie depuis 1870 : il écrit à toutes les chancelleries catholiques (nonce apostolique = ambassadeur du Vatican) pour exprimer son mécontentement. La presse française (*L'Humanité* de Jaurès) le révèle et Combes rappelle en réaction son ambassadeur au Vatican : il annonce le 30 juillet 1904 la rupture des relations diplomatiques. Elles ne reprendront qu'après la Première Guerre mondiale, en 1921.

*Les excès et la chute du Combisme.* Cette pression sur l'Eglise a d'abord des échos positifs dans le pays car il existe désormais une province laïque et républicaine, celle des petits notables de province, soutiens des opportunistes et des radicaux. Combes lui-même est un médecin charentais. L'historien Jean-Marie Mayeur écrit à son sujet : il est « l'homme de cette France des bourgades et des villes moyennes, de cette France anticléricale, fille de 1789, qui à Auxerre, à Castelnaudary, à Tréguier, à Laon, l'acclame au long de ses

campagnes laïques ». Tout cela rend la séparation de l'Eglise et de l'Etat inéluctable. Elle est annoncée dès 1902 par plusieurs députés et sénateurs radicaux comme Clemenceau qui revient sur la scène politique en étant élu sénateur la même année (lui qui avait toujours réclamé la suppression du Sénat...). Et ce, même si Combes hésite en la matière, considérant que le concordat de 1802 demeure un instrument de contrôle de l'Eglise par l'Etat, au-delà du mélange des genres dans une République officiellement laïque. Parallèlement à la question de l'anticléricalisme, le combisme peut aussi être lu comme le prolongement de la logique de « défense républicaine ». Les préfets sont utilisés par le ministre de l'Intérieur pour exercer, selon les termes des circulaires, « une action politique sur tous les services publics » et « réserver les faveurs à ceux qui ont donné des preuves non équivoques de fidélité aux institutions républicaines », ce qui va à l'encontre du principe de neutralité politique du préfet. Combes cherche aussi à épurer l'administration des derniers éléments réactionnaires et cléricaux, ainsi que la magistrature. Pour ce faire, Combes a abondamment recours aux « renseignements » : certaines attributions du Service de renseignements de l'armée sont transférées à la Sûreté générale (Police), formant l'embryon des Renseignements Généraux qui seront institués en 1907. Son combat pro-républicain va-t-il trop loin ? La surveillance généralisée des corps constitués est ce qui causera sa perte, en l'occurrence sur la question de l'armée, avec le « scandale des fiches » en octobre 1904. Le général André, ministre de la Guerre, a établi un système de fichage officieux des officiers, soit au total 20 000 fiches, consignait illégalement des détails de vie privée (du style « va à la messe » ou mentions d'adultères). André doit démissionner devant l'ampleur du scandale, il est même giflé en pleine séance par un député conservateur, Gabriel Syveton, qui doit ensuite être sorti de force par les gardes. Combes finit par démissionner à son tour en janvier 1905, remplacé par Maurice Rouvier. Combes avait fini par déplaire chez les radicaux qui se demandaient si le combat anticlérical ne faisait pas oublier la politique sociale. En effet, l'œuvre sociale du combisme est faible par rapport au gouvernement Waldeck-Rousseau.

### **3/ La Séparation et « les inventaires » (1905-1907)**

*Une loi de consensus ?* Rouvier poursuit finalement l'œuvre du Combisme et présidera la Séparation de l'Eglise et de l'Etat, principe au fondement de la République jusqu'à aujourd'hui. La loi de séparation, préparée par une commission parlementaire depuis 1903, sera rapportée à la Chambre des députés par Aristide Briand, député socialiste de Saint Etienne qui tend cependant avec le temps vers le centrisme. Il est véritablement l'homme de la Séparation, avec le ministre de l'Instruction publique et des cultes, Alexandre Bienvenu-Martin. La loi est débattue à la Chambre à partir du 21 mars 1905. Elle est présentée (brillamment) par Briand comme une loi de compromis, visant à clarifier les relations entre le politique et le religieux, tout en apaisant les tensions. Elle impose une certaine conception de la laïcité bienveillante, définissant en creux celle-ci comme étant « le silence public sur Dieu », pour l'historien de la laïcité Jean Baubérot. Le premier article réaffirme la liberté de conscience comme liberté fondamentale : chacun est libre de croire ou de ne pas croire. Mais il ne faut pas influencer ce libre-choix individuel qui reste du domaine du privé, d'où le retrait des valeurs religieuses de l'espace public républicain contre tout risque de prosélytisme. L'article 2 est quant à lui fondamental : « La République ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte. En conséquence seront supprimés des

budgets de l'Etat, des départements et des communes toutes dépenses relatives à l'exercice des cultes ». Le financement de l'Eglise disparaît de tout budget public. Mais, paradoxalement, la laïcité française est indirectement favorable aux croyants, en ce sens que, si elle ne reconnaît aucun culte, elle ne considère pas n'importe quelle opinion comme source d'un culte. Au grand dam de certains militants « laïques », elle ne considère pas les athées ou les libres-penseurs comme des « familles spirituelles » auxquelles il faudrait ménager une place comparable à celle des « cultes » : L'incroyance n'est pas assimilable à un culte et ne peut prétendre à un même traitement, tandis que l'Etat ne professe pas l'incroyance. Comme Aristide Briand le déclare aux libres-penseurs un peu déçus par la loi : « si vous voulez que la Raison libre ait un abri, construisez-le-lui, mais d'essayez pas de la faire coucher dans le lit de l'Eglise ». La loi est adoptée le 3 juillet 1905 par 341 voix contre 233, la majorité du « Bloc des gauches » a voté pour. Au Sénat, la loi passe par 181 voix contre 102. Elle est promulguée le 9 décembre. Le processus législatif est assez rapide et ne provoque pas de grands débats : il faut dire que l'opinion publique est alors tournée vers la scène internationale avec la première crise marocaine (cf chapitre suivant) qui ravive le risque de guerre avec l'Allemagne.

*La querelle des inventaires (1906).* Mais c'est en réalité l'application de la loi qui va rencontrer de grandes difficultés avec la « querelle des inventaires » en 1906. Car le problème qui se pose est celui des biens (mobiliers, immobiliers) des églises, qui étaient des biens de l'Etat, et qui cessent de l'être avec la Séparation. La loi prévoit le transfert de ces biens à des « associations culturelles » à constituer. Mais pour ce faire, l'Etat exige que soit fait inventaire en bonne et due forme du patrimoine ecclésiastique. Les agents du fisc vont rentrer dans les Eglises pour estimer les biens. Mais cette intrusion des représentants de l'Etat dans le domaine du sacré choque beaucoup de catholiques. Les agents du fisc ouvrent en effet les tabernacles et les trons des offrandes. D'où accusation de sacrilège, car seuls les prêtres sont autorisés à le faire. En de nombreux endroits, la foule révoltée a barré l'accès de l'Eglise aux représentants de l'Etat qui ont du faire intervenir la police ou la gendarmerie : bagarres, incidents, blessés et même un mort dans le Nord. Le gouvernement doit démissionner. Par ailleurs, le pape condamne la Séparation dans une encyclique de 1906 *Vehementer Nos* : il appelle les catholiques français à la résistance, nommant des évêques antirépublicains (il peut désormais le faire sans en référer en l'Etat français puisque le concordat n'est plus en vigueur). La tension est très forte : manifestations, pétitions, des officiers dans l'armée démissionnent... Ce sera le ministre de l'Intérieur du nouveau gouvernement de Ferdinand Sarrien, Clemenceau, qui calmera la situation en 1907 par une nouvelle loi qui suspend temporairement les inventaires (mais ils ne seront jamais repris). Les Eglises bénéficient par défaut d'un statut juridique ambigu : les bâtiments et les meubles n'appartenant ni aux associations culturelles (que l'Eglise catholique refuse) ni aux communes (comme les presbytères) sont « laissés à la libre disposition des fidèles et des ministres du culte » stipule la loi de 1907. Le Vatican finira par reconnaître la légitimité des associations culturelles en 1924, mais on ne reviendra jamais sur ce dispositif. En revanche, dès 1905, le consistoire protestant et le consistoire juif, institutions d'organisation des cultes sous contrôle de l'Etat créés par Napoléon Ier, respectivement en 1802 et 1808, deviennent des associations culturelles.

*Les conséquences de la Séparation.* Mais l'Eglise de France, sur le plan financier, ne s'en remettra jamais. Elle se tourne donc vers les dons des fidèles, le « denier du culte », pour compenser la perte de financement public mais s'ensuit un appauvrissement durable du clergé français. S'intensifie également, et pour un certain temps, le temps des « petits guerres » dans les communes : le maire contre le curé. L'Eglise s'organise de fait dans la lutte pour le contrôle des consciences : se souder autour de l'école privée (avec des manuels différents de l'école publique), organiser le patronage paroissial (avec du catéchisme dans les classes populaires). Le traumatisme de la Séparation chez de nombreux catholiques, même chez les modérés, conduit à l'essoufflement du mouvement du catholicisme social républicain comme le Sillon de Sanguinier. Cependant, les élections législatives de 1906 confortent la majorité radicale : le Bloc des gauches gagne même une quarantaine de sièges. Il y a 273 députés radicaux (divisés entre radicaux et radicaux-socialistes), 76 socialistes toutes tendances confondues... Signe que le pays s'est bien sécularisé. Les protestations catholiques ne semblent pas avoir d'impact sur les mouvements électoraux. Un radical de la vieille école devient alors Président du Conseil et ministre de l'Intérieur : Clemenceau. Mais il doit affronter un mouvement social qui s'est durci (cf plus bas).

## **B/ Contre la République laïque, la naissance d'une « droite révolutionnaire » ?**

### **1/ Un nouveau mouvement politique et intellectuel antirépublicain**

*Naissance de l'Action Française.* Face au régime républicain, à droite, se dresse un ennemi puissant : l'Action Française. Ce mouvement va dominer l'extrême-droite française pendant presque un demi-siècle. Il aura une grande influence intellectuelle, à défaut de remporter une victoire politique et électorale aux élections. Il est un chaînon important dans le passage de l'extrémisme légitimiste du XIXe siècle à l'extrême-droite moderne, populiste et corporatiste du XXe siècle. Il s'agit à la base d'un comité antidreyfusard, fondé au printemps 1898 par Henri Vaugois et Maurice Pujo, un professeur de philosophie et un critique littéraire. Mais c'est surtout Charles Maurras qui va transformer cette ligue associative en un grand mouvement politique, à partir de juin 1899. Elle se dote d'une revue, *L'Action française*, devenant un quotidien en 1908. Elle se structure en ligue et supplante petit à petit la ligue des patriotes de Déroulède. En novembre 1908, elle se dote d'une milice : les « camelots du Roi » qui recrutent parmi les étudiants du quartier latin, dirigés par Maxime Real del Sarte. Le chef du mouvement, Charles Maurras, est poète, journaliste (il a couvert pour la France les premiers Jeux Olympiques d'Athènes en 1896) et philosophe. Il est paradoxalement nationaliste et régionaliste, fier de ses origines provençales. Il est monarchiste, convaincu de la décadence française, qui serait le fruit de « quatre états confédérés » au service de l'Allemagne : les juifs, les « métèques » (terme emprunté à l'antiquité grecque qui fascine Maurras pour désigner les immigrés), les protestants et les francs-maçons qui ont trouvé une arme via le système républicain, étranger à la tradition monarchique et catholique française. Ce qui est résumé dans ces lignes tirées de *L'Action française* en 1908 : « La République est le gouvernement des juifs, des juifs traitres, des juifs voleurs, des juifs corrupteurs du peuple et persécuteurs de la religion catholique. La République est le gouvernement des pédagogues protestants qui importent d'Allemagne, d'Angleterre et de Suisse un système d'éducation qui abrutit le cerveau des jeunes Français. La République est le gouvernement des francs-maçons qui n'ont qu'une haine : l'Eglise, qu'un amour : les sinécures et le trésor public. La République est le

gouvernement de ces étrangers plus ou moins naturalisés qui accaparent le sol de la France, qui disputent aux travailleurs français leur juste salaire, qui font voter des lois qui ruinent l'industrie, contraignent les capitaux à l'émigration, et mettent nos ressources à la disposition d'Edouard VII [roi d'Angleterre] ou de Guillaume II [Empereur d'Allemagne]. La République a été voulue par Bismarck, le plus prévoyant des ennemis de la France ». L'Action française dénonce donc la république avec une grande violence verbale. La France se trouverait au bord du précipice par la faute de gouvernements méprisables. Maurras est aussi partisan de l'idée d'enracinement, développé par Barrès, ce qui permet de comprendre sa fibre régionaliste.

*Une doctrine de « nationalisme intégral ».* Les composantes de l'idéologie de l'Action Française sont le nationalisme dit « intégral », le traditionalisme, la xénophobie, l'antisémitisme, un peu de racisme aussi en ce que le mouvement se base sur les écrits scientifiques d'Hippolyte Taine, d'Arthur de Gobineau (*Essai sur l'inégalité des races humaines*, 1855) ou de Georges Vacher de Lapouge (*L'Aryen, son rôle social*, 1899) sur l'inégalité des races. Maurras croit fondamentalement en l'inégalité des hommes, des groupes et des sociétés. La liberté et l'égalité sont des valeurs abstraites qui, tout comme l'universalisme, ne renvoient à rien de concret : Maurras est contre les valeurs de 1789. En outre, l'Action française est certes monarchiste, mais d'une sensibilité différente des mouvements monarchistes antérieurs. Pour elle, l'attachement à la monarchie n'est pas d'essence religieuse : la monarchie est une institution ; ce sont l'attachement à la tradition et le rationalisme qui doivent faire en sorte que la France tende à nouveau vers le régime qui l'a historiquement le mieux développée. Citons Maurras dans l'Action française : « le Roi, c'est-à-dire la France personnifiée par le descendant et l'héritier des quarante chefs qui l'ont faite, agrandie, maintenue et développée. Que le gouvernement du Roi soit le gouvernement naturel à notre nation, c'est ce qu'établissent les faits les plus simples, comme le témoignage des plus grands maîtres de la science et de la pensée d'aujourd'hui ». Les valeurs politiques de l'Action française sont proches du légitimisme, mais c'est un légitimisme renouvelé par l'apport de doctrines scientifiques, racistes et positivistes, bref l'esprit scientiste du tournant des XIXe et XXe siècles. L'hérédité du pouvoir est vue comme un principe empêchant la dissolution de l'autorité (ce que ne permettrait pas la démocratie avec ses régulières élections) et le catholicisme est un instrument de contrôle social. Il s'agit donc d'une sorte de royalisme intellectuel. L'Action française prône aussi une conception organiciste et unanimiste de la société : pour résoudre les conflits sociaux et la lutte des classes, il faut mettre fin à la République, et ne pas se fier aux doctrines socialistes et marxistes, mais il faut l'unité nationale que seule peut garantir la monarchie et l'autorité paternaliste du Roi (« Il peut seul protéger, organiser et installer solidement la classe ouvrière comme ses ancêtres ont installé la bourgeoisie. Il peut seul rendre à nos villes et à nos provinces les libertés et privilèges que réclame la prospérité de chacun »). Cependant, cette doctrine sociale n'attirera guère les ouvriers : la ligue recrute essentiellement dans la noblesse et la haute bourgeoisie, les professions libérales, la magistrature, l'armée, le bas clergé, la petite bourgeoisie patriote. Enfin, l'Action Française a été qualifiée par certains historiens – peut être exagérément – comme le premier parti de masse, même si Maurras se méfiait des foules (comme son contemporain Gustave Le Bon dans *Psychologie des foules* en 1895), attaché à un certain élitisme. Son audience s'élargit avec le temps jusqu'en 1914. Elle a des polémistes de talent comme Léon Daudet (fils de

l'écrivain Alphonse Daudet), ancien de la ligue antisémite ou l'historien Jacques Bainville, farouchement antiallemand.

*Une illustration de la querelle des valeurs : l'Affaire Thalamas.* Enfin, héritiers de la violence politique antidreyfusarde, les Camelots du roi pratiquent l'agitation, la provocation et ont souvent recours à la violence. Ils frappent et insultent les enfants juifs dans les rues de Paris, comme le rapportera plus tard l'écrivain Albert Cohen, qui en fut victime enfant, insulté à la sortie de son école (cf poly). L'un d'entre eux, Lucien Lacour, réussit à gifler le Président du Conseil Aristide Briand, en 1910, lors d'une inauguration dans le jardin des Tuileries. On entend parler d'eux également dans l'affaire Thalamas, qui révèle par ailleurs des conflits persistants dans la société française sur le plan des valeurs et qui mérite à ce titre d'être développée. Amédée Thalamas était un professeur d'histoire. Fils d'une lingère, il a fait de brillantes études grâce à une bourse, incarnant donc la méritocratie républicaine. Il est aussi conseiller républicain (radical) à la mairie d'Amiens en 1900, puis député radical de 1910 en 1914. Mais, un jour, en classe de seconde, il parle des « hallucinations auditives » de Jeanne D'arc, au lycée Condorcet de Paris : les élèves catholiques sont choqués. Georges Berry, député de Paris qui siège chez les conservateurs (se présentant comme monarchiste rallié à la république), s'en fait l'écho et écrit au ministre de l'Instruction Publique pour demander une enquête. L'Inspection Générale s'en charge tandis que la presse fait gonfler la polémique. *L'Humanité*, *L'Aurore* prennent position pour le professeur. *La Patrie*, *La libre parole* prennent le parti des élèves. Sous pression, l'Inspection mute Thalamas et le blâme pour avoir « gravement manqué de tact et de mesure ». Puis l'affaire rebondit en 1908 : devenu enseignant à la Sorbonne, Thalamas est systématiquement chahuté lors de ses cours par les camelots du Roi qui font irruption dans l'amphithéâtre. Thalamas poursuivra sa carrière dans l'administration de son ministère, devenant en 1925 directeur de l'Instruction Publique en Indochine. On a là un exemple de friction entre cultures, bien évidemment longuement débattu dans les publications de l'Action française en parallèle. Cette agitation à Paris nous montre par ailleurs que la capitale a basculé à droite : à l'inverse de la tendance générale du pays, aux élections législatives de 1902, les radicaux et les socialistes sont éliminés des quartiers du centre de Paris. Que de changements depuis la Commune... Le centre-ville s'est embourgeoisé tandis les quartiers populaires se sont laissés tentés par la droite antirépublicaine et populiste, et ce depuis Boulanger.

## **2/ Une controverse historiographique**

*La thèse audacieuse de Sternhell.* L'Action française est d'essence réactionnaire, mais ceci fait débat parmi les historiens. En 1978, l'historien israélien Zeev Sternhell a jeté un pavé dans la mare en soutenant, dans *La droite révolutionnaire, les origines françaises du fascisme (1885-1914)*, que le fascisme est une idéologie politique qui n'est pas né en Italie (ou en Allemagne) après la Grande Guerre, mais... en France et que l'Action française est d'essence révolutionnaire, donc fasciste ! Car le fascisme n'est pas une doctrine réactionnaire, mais la volonté de créer un homme nouveau et un régime moderne et totalitaire. Ce serait dans certains cercles intellectuels et politiques français que l'idéologie naîtrait au début du XXe siècle pour s'exporter ensuite ailleurs en Europe. Le fascisme repose sur une synthèse originale mêlant nationalisme et socialisme. Or on a vu, dit Sternhell, cette synthèse émerger déjà avec le boulangisme. Notamment sous la plume de Maurice Barrès, dans



*La Cocarde*, qui tente d'unifier des sensibilités politiques opposées à travers le refus des valeurs bourgeoises, du système parlementaire, de l'industrialisation, ce qui permet de rallier, par affinités politiques, une partie des socialistes. L'héritage révolutionnaire revendiqué par le journal se double d'une préoccupation à l'égard du prolétariat. Cette idéologie boulangiste prône également un repli de la nation sur elle-même, et désigne les étrangers comme une menace pour la cohésion sociale : la solidarité à l'intérieur doit être doublée d'une xénophobie à l'égard de l'extérieur. Barrès parle de « socialisme national ». Pour Sternhell, c'est la naissance d'une « droite révolutionnaire » qui serait une quatrième famille de droite, à côté des trois autres déjà identifiées par René Rémond. La Droite révolutionnaire est moderne car elle trouve sa légitimation théorique dans le darwinisme social et les théories scientifiques racialistes récentes, en plus d'être une négation radicale des idées des Lumières. Cet esprit particulier du boulangisme se retrouve dans les ligues antidreyfusardes et donc dans l'Action française. Maurras cherche à refonder la synthèse nationalisme – socialisme en tendant la main au prolétariat. En 1910, le syndicalisme (tendance « jaune » : cf partie II) et l'Action française ont en effet opéré un rapprochement, afin de détourner les masses prolétariennes de la gauche traditionnelle, avec la Ligue de l'Accord social qui prône le corporatisme. Puis un mouvement issu de l'Action française fonde en 1911 le Cercle Proudhon (où l'on retrouve Georges Valois) : c'est, pour Sternhell, le point final d'aboutissement de la synthèse entre nationalisme et socialisme, unis dans une attaque virulente contre la démocratie, dans le but de créer un monde nouveau. C'est ce dernier stade de la synthèse qui, conjugué à la brutalisation et à la militarisation de la société à l'issue de 1914-18, donnerait naissance au fascisme.

*La réfutation de Rémond.* Mais la plus ferme critique des thèses de Sternhell vient de l'auteur des *Droites en France*, René Rémond, qui conteste vigoureusement l'idée d'une synthèse entre socialisme et nationalisme à cette date et dans ce contexte français. Pour Rémond, les droites radicales en France (boulangisme, ligues, Action française) sont nettement plus proches de la conservation que de la contestation : elles sont plus réactionnaires que révolutionnaires. De plus, elles constituent de toute manière un mouvement très minoritaire sur la scène politique française : il faut donc éviter de prendre la partie pour le tout. Ce n'est pas un phénomène de masse dans une société française qui se tourne alors plutôt vers les gauches. Pour Rémond, la « droite révolutionnaire » ne constitue pas une catégorie en soi car elle est numériquement trop faible : il s'agirait plutôt d'une excroissance de l'aile gauche de la « droite bonapartiste » dont on retrouve les principales caractéristiques (appel à l'homme providentiel, à un pouvoir exécutif fort doublé de mesures sociales). Il s'agirait donc plutôt de bonapartisme, certes mâtiné de thèmes légitimistes (sur le rejet des valeurs de 1789), mais pas d'une droite d'un nouveau genre.

## **II/ De la question sociale à la guerre sociale : des conflits sociaux permanents (1905-1910)**

### **A/ Ouvriers et socialisme en France aux alentours de 1900**

#### **1/ L'état de la question sociale**

*Les conditions de vie des ouvriers.* La question sociale, c'est-à-dire la question des inégalités, de la misère d'une grande partie de la population (y compris la misère au travail) et des luttes du monde ouvrier, ne se pose

plus de la même manière depuis les années 1890. Certes, le prolétariat continue d'être en marge de la société. Les ouvriers sont environ 6 millions à la veille de la Grande Guerre et on compte près d'1,4 million de votes « socialistes » aux élections législatives de 1914, même si tous les ouvriers ne votent pas. Les ouvriers ne se sentent pas intégrés à la République qu'ils considèrent toujours être un régime bourgeois, et se rattachent aux conceptions marxistes de la lutte des classes, attendant avec impatience le « Grand Soir ». Pour l'historien américain Stanley Hoffmann, le régime a fini de s'enraciner à la Belle Epoque autour d'une « synthèse républicaine », qui est un consensus (auquel tiennent les radicaux) autour de la petite propriété et de l'égalité, qui attire bourgeoisie, paysannerie, classes moyennes... mais exclut le prolétariat, qui n'est propriétaire que de sa force de travail. Locataire, l'ouvrier ne parvient en général pas à épargner suffisamment pour devenir propriétaire, ce que souligne des réformateurs sociaux comme Emile Cacheux dans *La Réforme sociale* en 1885, la revue du courant Leplaysien (Frédéric Leplay) qui, depuis le II<sup>nd</sup> Empire, défend l'idée de l'amélioration du bien-être ouvrier, mais sur fond d'approche moraliste et paternaliste. Certes, les conditions ne sont plus les mêmes qu'en 1848 : les salaires ont augmenté, le revenu nominal n'a cessé de croître en 60 ans, le prolétariat vit dans de meilleures conditions matérielles. Mais les ouvriers travaillent toujours 10h par jour ou plus, dans des conditions de pénibilité extrême, beaucoup meurent avant d'avoir 60 ans, et ils n'ont aucun espoir d'ascension sociale, ni pour eux-mêmes ni pour les enfants qui, sans les moyens d'avoir une formation au-delà de l'école primaire obligatoire, sont condamnés à être comme leurs pères. La protection sociale (assurances maladie, accidents du travail, retraite) n'est pas du ressort de l'Etat (qui n'assure que la retraite des fonctionnaires depuis 1853) : elle le fait de sociétés privées de prévoyance qui assurent une assurance en échange de cotisations mais seule une élite ouvrière (ceux qui conservent un profil d'artisan comme les ébénistes ou les orfèvres) a les moyens de cotiser. Pour tous les autres, le budget familial est l'affaire de tous les membres de la famille (femmes et enfants), tout en étant toujours très tendu. Pour autant, une petite révolution a eu lieu avec la loi de 1898 sur les accidents du travail, qui est une avancée majeure. Avant, c'était au salarié de prouver la défaillance de sécurité de l'entreprise : il était coupable d'office d'avoir enfreint le règlement et ne percevait de fait aucune indemnisation. Avec la loi, c'est au patron de prouver le mauvais comportement de l'ouvrier : en cas d'accident, le patron est automatiquement responsable et le versement d'indemnités obligatoire. Pour toutes ces raisons, certains membres de l'Internationale, fondée en 1889, commencent à penser que la destruction du capitalisme par lui-même et l'insurrection prolétarienne finale n'auront peut-être pas lieu, et qu'il ne faut pas désespérer des régimes parlementaires : ils peuvent être source d'émancipation du peuple grâce à la législation sociale, votée par des députés élus au suffrage universel.

*La politique sociale de Waldeck-Rousseau.* Chose inédite, le gouvernement Waldeck-Rousseau (1899-1902) est beaucoup intervenu dans le domaine économique et social : la journée de 8h, vieille revendication ouvrière, est accordée aux ouvriers des Postes et Télégraphes. La loi du 3 mars 1900 impose la journée de 11h ailleurs : quatre ans plus tard ce sera 10h. Le gouvernement intervient directement comme arbitre dans certains conflits sociaux, comme une nouvelle grande grève des ouvriers du Creusot en 1899. Schneider voulait faire envoyer l'armée pour déloger les grévistes. Le gouvernement a joué les médiateurs pour éviter que cela ne

dégénère, ce qui est inédit, même si le gouvernement penche plutôt du côté patronal, au grand dam des syndicats qui ont été tenus à distance de l'arbitrage.

## 2/ Le débat politique (national et international) socialiste

*Rappel et compléments sur l'état des partis politiques socialistes vers 1900.* Dans les années 1880, le vote socialiste pèse pour 1,5% de l'électorat environ et les rares députés socialistes sont totalement isolés (Louis Blanc, Clovis Hughes). Dans les années 1890, en revanche, le socialisme fait son entrée à la Chambre (Jaurès, Vaillant, Basly, Guesde), d'où une vraie visibilité et une participation socialiste dans le débat public national. Mais la famille socialiste est très divisée : d'ailleurs beaucoup s'étiquètent « socialistes indépendants ». Les élus « encartés » le sont en général au POF de Guesde, d'obédience marxiste. Tous les socialistes se proclament représentants de la classe ouvrière et se disent « collectivistes », c'est-à-dire prônant la socialisation/nationalisation des moyens de production, tout en ayant à terme l'objectif d'abolition de la propriété privée. Les blanquistes ont quitté la scène politique : le Comité Révolutionnaire Central, fondé par Edouard Vaillant à la mort de Blanqui en 1881, s'est orienté vers l'action syndicale. Ceux qui veulent continuer une lutte de type politique (comme Vaillant lui-même) ont formé le Parti socialiste révolutionnaire (PSR) en 1898. L'idée de révolution s'est éteinte progressivement (de même que les communards, Louise Michel meurt en 1905). Mais d'autres courants ont vu le jour en opposition au marxisme imposé par les guesdistes, comme les possibilistes de Paul Brousse, qui sont plutôt réformistes mais pensent qu'il n'y a de changement possible à l'échelon municipal. S'en sont distingués les « Allemanistes » derrière l'ex-communard Jean Allemane, qui a fondé en 1890 le Parti Ouvrier Socialiste-Révolutionnaire (POSR) et qui joue sur les deux tableaux : pragmatisme et acceptation de la règle électorale en politique, stratégie brutale de grève générale sur le plan syndical. Il est très difficile de s'y retrouver, d'autant que la « querelle révisionniste » (Bernstein au sein du SPD allemand) influence certains « socialistes indépendants » comme Jean Jaurès.

*L'ombre (réformiste) de la IIe Internationale.* Depuis 1889, la IIème Internationale s'est donnée des règles strictes pour plus d'efficacité. Seuls les partis politiques y sont admis, et les syndicats éventuellement mais il faut qu'ils soient affiliés à un parti politique ouvrier/socialiste. Ces partis doivent être disciplinés et obéir aux décisions prises par les Congrès de l'Internationale qui ont lieu tous les 3 ans. L'Internationale est aussi dotée d'un secrétariat permanent siégeant à Bruxelles en 1900 : le Bureau socialiste international (BSI), dirigé entre 1900 et 1918 par le belge Emile Vandervelde, organisme permanent réunissant chaque année les délégués des partis socialistes membres. Les partis français et allemands sont les plus influents, même si le socialisme allemand a l'avantage d'être unifié depuis longtemps : le SPD a été créé en 1875, certes interdit et devenu clandestin sous Bismarck, puis réautorisé en 1890. La IIème Internationale va avoir une influence bien plus importante que la première : beaucoup de philosophes, d'économistes, d'historiens et d'écrivains rejoignent le mouvement comme compagnons de route. La base sociale va aussi s'élargir : plus seulement les ouvriers mais aussi les employés et les petits fonctionnaires. La IIème internationale, et donc le socialisme français, va être traversé à partir des 1890 par un débat fondamental : faut-il amender Marx pour remplacer la perspective révolutionnaire par un projet réformiste ? Les Allemands parlent de la « querelle révisionniste » qui agite le

SPD entre réformistes comme Edouard Bernstein et gardiens du dogme marxiste comme Karl Kautsky ou August Bebel. Doit-on changer la condition ouvrière et la société par la violence révolutionnaire ou bien par des réformes progressives sans bouleverser la société ? En effet, le développement économique va amener à relativiser certains constats de Marx. Le scénario de la bipolarisation de la société semble moins pertinent qu'avant : dans les années 1890, une classe moyenne se développe avec des cadres, des techniciens et des commerçants. Enfin, les élites et les gouvernements à la fin du siècle commencent à s'intéresser à la question ouvrière et à la manière d'améliorer les conditions de travail. Certains membres de l'Internationale commencent à penser que la destruction du capitalisme par lui-même et l'insurrection prolétarienne finale n'auront peut-être pas lieu, et qu'il ne faut pas désespérer des régimes parlementaires : ils peuvent être source d'émancipation du peuple grâce à la législation sociale, votée par des députés élus au suffrage universel. C'est ce que pensent Bernstein ou encore le Britannique (Ecossais) James Keir Hardie en Grande-Bretagne, l'un des membres fondateurs du *Labour Party* en 1892. Il n'y a pas forcément besoin de détruire l'Etat : il suffit de le désembourgeoiser. Le réformisme prône l'abandon des moyens révolutionnaires au profit de l'action parlementaire et législative. En Allemagne, Bernstein dit qu'il faudra déposer « les germes du socialisme » dans le capitalisme. En France, cette posture est celle de Jean Jaurès qui rêve d'une synthèse entre le socialisme et la culture républicaine française issue de la Révolution.

*L'unification du socialisme français (1905).* Au Congrès d'Amsterdam de 1904, l'Internationale impose la règle d'un parti par pays. L'année suivante, les différents mouvements socialistes français fusionnent dans la Section Française de l'Internationale Socialiste (SFIO). Guesde et l'allemand Bebel, au congrès d'Amsterdam, avaient réussi à faire condamner le révisionnisme de Bernstein (et donc des réformistes français comme Jaurès par la même occasion) et à imposer une directive interdisant toute collaboration avec les « gouvernements et les partis bourgeois ». C'est donc le triomphe d'une ligne dure. Du moins en apparence, car les réformistes ne vont pas se taire pour autant. En France, lors de la création de la SFIO en 1905, c'est la ligne de Guesde qui l'emporte sur celle de Jaurès. A cette date, la multiplicité des partis socialistes s'était réduite et il n'y avait plus que deux partis : le parti socialiste de France qui était né en 1901, réunissant le POF et le POSR ; et le parti socialiste français (attention à ne pas confondre...) né en 1902 et qui rassemblait les indépendants comme Millerand ou René Viviani, les possibilistes/broussistes, les allémanistes, l'ensemble étant tendance réformiste et jaressien. Mais, si la tendance révolutionnaire l'emporte théoriquement, dans le même temps Jaurès s'impose sur la scène publique comme la personnalité socialiste la plus influente et la plus populaire : en cela réside le paradoxe du socialisme français à la Belle Epoque. En 1914, la SFIO, à base doctrinale guesdiste mais incarnée par Jaurès, a réussi à s'imposer, avec ses réseaux et sa presse (*L'Humanité* paraît à partir de 1904). Elle revendique 35 000 adhérents en 1906, 830 000 électeurs et 57 députés, 90 000 membres en 1914. En 1910, elle obtient un million de voix aux législatives ; en 1914, 1 million 400 000 voix, soit 17% des suffrages exprimés, pour 103 députés. La SFIO est un pilier de l'Internationale, même si le SPD allemand demeure plus puissant (un million de membres en 1914 ; soit une véritable contre-société au sein de l'Empire allemand).

*Le débat sur la nation au sein de l'Internationale.* Outre la question du réformisme, il existe aussi un autre débat qui traverse la IIe Internationale : le rapport à la nation, et sa défense en cas de guerre. Les tensions internationales montent dans les années 1900 et l'hypothèse d'une guerre entre nations européennes (surtout entre France et Allemagne) devient un horizon d'attention plus que probable. L'idée officiellement défendue par l'Internationale est : les travailleurs ne braqueront pas leurs fusils vers leurs camarades en cas de guerre. Ils décréteront en réaction la grève générale : au congrès de l'Internationale de Bade en 1912, on martèle que toute mobilisation générale entraînera la grève générale. Lors de la manifestation pacifiste du Pré Saint Gervais, aux portes de Paris, du 25 mai 1913, contre la loi des 3 ans sur le service militaire rallongé en France, devant 150 000 personnes et les leaders socialistes et syndicaux, Jaurès se fait l'apôtre de la paix, condamne le militarisme et rappelle les promesses de grève générale pour faire échouer la guerre en cas de mobilisation. Mais il y a cependant un certain malaise au sein de l'Internationale autour de l'idée de nation. Car, entorse à la doctrine, la tendance réformiste et social-démocrate, parce qu'elle prétend réconcilier le marxisme et les spécificités parlementaires et politiques propres à chaque pays, réintroduit forcément la nation par la petite porte. Autre problème : décréter la grève en cas de mobilisation est une chose si on fait partie d'une nation où l'Etat est agresseur, mais si l'on est l'agressé dans le conflit, doit-on quand même laisser tomber les fusils sans se défendre ? Bebel, pourtant un gardien de l'orthodoxie marxiste, déclare sans ambiguïté au congrès du SPD d'Essen en 1907, qu'en cas d'agression, la défense de la patrie passe en premier. Quant à Jaurès, au-delà du pacifisme, il sait se montrer attentif aux questions de défense. Il dépose ainsi en 1910 une proposition de loi pour transformer l'armée sur le modèle de la milice de citoyens. Selon lui, l'armée d'active formée par la conscription n'est pas à même de défendre le pays en cas d'agression, il faut s'appuyer sur les réservistes et repenser la préparation militaire de ceux-ci. Sa proposition de loi n'est pas entendue, mais il récidive l'année suivante en publiant un petit ouvrage *L'Armée nouvelle*. Il fait de plus référence à la légende des « soldats de l'an II » et à l'imaginaire de la Révolution française.

### **3/ Un syndicalisme indépendant et majoritairement révolutionnaire**

*Le drame de Courrières (1906).* Si plus en plus d'ouvriers (et de classes moyennes) votent socialiste à la Belle Epoque, la classe ouvrière privilégie cependant l'action syndicale. La CGT est le principal syndicat, mais il refuse de suivre les consignes de l'Internationale et de s'arrimer à un parti politique. La question se repose en 1905 maintenant que le socialisme est unifié (sur le plan des organisations). Mais le principe d'indépendance absolue est d'ailleurs réaffirmé avec force lors du congrès annuel d'Amiens d'octobre 1906 : la « Charte d'Amiens » est encore aujourd'hui un des textes phares du syndicalisme français. Ce texte est adopté dans un contexte particulier, celui de la catastrophe minière de Courrières dans le bassin minier du Pas de Calais, survenue le 10 mars 1906. Un coup de grisou a provoqué l'effondrement de la mine et la mort de près de 1 200 mineurs. L'émotion est énorme, tous les journaux de France se rendent dans le bassin minier (pour l'anecdote, le mot « terril » est alors introduit dans la langue française, tant les journalistes fascinés par les montages de terre excavée reprennent dans leurs textes ce qui était alors un terme d'argot local). L'explosion vient des

mauvaises conditions de sécurité et des négligences de la compagnie. Ce qui déclenche pendant plusieurs mois des vagues de grèves dans tout le pays, à l'initiative notamment de la CGT.

*La « Charte d'Amiens » (1906).* Ce contexte et l'influence des Bourses du travail de Pelloutier expliquent la radicalité du texte de la charte d'Amiens. Cette dernière se place sur le terrain de la lutte des classes, avec un vocabulaire très marxiste, et soutient que la société capitaliste bourgeoise doit être détruite par tous les moyens y compris la grève générale. Le syndicalisme, dans les vues de la CGT, n'œuvre pas seulement pour améliorer les conditions matérielles de travail et de vie des ouvriers (la revendication de la journée de travail de 8h ou le salaire minimum de 5F par jour ...), mais pour préparer la révolution sociale. La grève générale, celle qui paralyse le pays en bloquant les secteurs clefs de la production et entraînera à terme l'effondrement de l'économie capitaliste, est l'outil privilégié. Ce syndicalisme révolutionnaire encense le mouvement social, les manifestations de rues sont conçues comme des manifestations de force, lors des grèves. Mais aussi lors des défilés du 1<sup>er</sup> mai (un jour chômé avec grèves) dont l'organisation passe dans les faits entre les mains de la CGT. Enfin, l'autre principe du texte est l'indépendance totale du mouvement syndical. Il n'y aura pas de lien avec le monde politique, même avec la SFIO. La CGT exprime une grande méfiance envers la démocratie. La déclaration d'indépendance est réaffirmée encore en 1912 par Jouhaux dans une « déclaration d'indépendance absolue, totale, à l'égard des partis et des sectes ». Tout ceci confère un aspect très ambigu au syndicalisme français : étant apolitique, il est en même temps politisé, car aspirant au « Grand Soir ». De même, il existe des liens (circulation des individus, des idées) avec la SFIO puisque les deux organisations partagent la même vision marxiste de la lutte des classes. D'ailleurs, Jaurès essaiera des années, tant bien que mal, de rattacher le syndicalisme au socialisme de la SFIO mais sans y parvenir.

*Radicalité de la grève « révolutionnaire ».* La grève générale est pensée comme un outil révolutionnaire. En 1909, les cégétistes Emile Pouget et Emile Pataud imaginent dans un récit-fiction une grève générale victorieuse en France (*Comment nous ferons la Révolution*): elle provoquerait un « 1789 prolétarien », signe que les références à la Grande Révolution ont la vie dure. Le syndicalisme d'action directe exprime une conception unitaire, quasi organique, de la classe que le syndicat prétend représenter dans son ensemble. L'idéal est ambitieux, mais le flou subsiste sur les moyens pratiques. En 1902, *La Voix du Peuple*, l'hebdomadaire de la CGT, lance une enquête sur la manière dont les militants conçoivent les lendemains de la grève générale, malgré les doutes de Griffuelhes qui n'aime pas les « prophètes ». Le résultat montre de grandes divergences et des aspirations libertaires dominantes. La CGT prétend être la seule organisation à pouvoir être appelée « le parti du Travail ». En avril 1911, le premier numéro de *La Bataille syndicaliste*, quotidien créé par la CGT pour concurrencer *L'Humanité*, organe de la SFIO, définit le syndicat comme le seul et unique « socialisme de la classe ouvrière » ; l'« instrument par excellence de la lutte des classes », à l'opposé des élus socialistes siégeant au Parlement, « tueurs d'énergie » selon Griffuelhes. Comment expliquer de manière générale l'intransigeance syndicale en France ? On peut relever plusieurs raisons. 1/ Il s'agit d'abord d'un mouvement dirigé par des ouvriers de haute culture ; une minorité instruite. Le goût pour les concepts conduit plus facilement au dogmatisme qu'au pragmatisme. 2/ le syndicalisme reste minoritaire dans le monde du travail. En 1911, la CGT

a moins de 700 000 membres, soit 7% des salariés (nb : les fonctionnaires n'ont pas le droit de se syndiquer à l'époque). Et les organisations minoritaires tendent naturellement vers l'extrémisme. Car plus une organisation s'agrandit, plus elle recherche le consensus ; le compromis. 3/ L'attitude du patronat est aussi en cause, avec une longue tradition de refus et la tentation régulière de répondre par la répression brutale, ce qui n'est pas le cas au Royaume-Uni, en Allemagne ou encore dans les pays scandinaves où émerge très vite une tradition de syndicalisme réformiste.

*La haine du patronat.* Certains syndicalistes appellent à l'action directe contre le patronat à l'image d'Alphonse Merrheim. Ce dernier, né en 1871, ouvrier chaudronnier originaire du Nord, syndiqué très jeune, à 20 ans, se rapproche très vite du syndicalisme révolutionnaire. Il entre à la CGT et fait partie des principaux dirigeants syndicaux (il dirige la puissante fédération de la métallurgie). A partir de 1905, dans les bassins sidérurgiques de Longwy et de Briey, en Lorraine française, il dénonce le paternalisme patronal comme un système oppressant de contrôle social. Il prône en retour « l'action directe », c'est-à-dire la grève et la violence, justifiée selon lui par la violence patronale. Il dénonce aussi le pouvoir disciplinaire excessif des contremaîtres, source d'arbitraire : un ouvrier mal vu par son contremaître n'a aucun espoir de primes. Les contremaîtres ont tout pouvoir pour donner les primes et les avancements, ou au contraire pour distribuer les amendes. Les amendes distribuées sanctionnent en majorité des absences au travail : le but est d'assurer la régularité de la production. Si le contremaître a le monopole du pouvoir disciplinaire, les risques d'abus sont grands. Cela peut aller jusqu'à l'abus sexuel sur les femmes et les filles des ouvriers. Merrheim dénonce aussi la pratique du « bon de changement », comme autre forme d'abus de pouvoir, et qui vient se substituer au livret ouvrier, interdit en 1890. Mais la pratique continue en fait : le bon est un instrument de contrôle de la mobilité et aussi de répression contre les ouvriers jugés indésirables et qu'on empêche de retrouver du travail dans le bassin d'emploi. Le paternalisme apparaît alors clairement comme un système clos. La gestion des caisses maladie ou retraite est le fait du seul employeur, et non d'une gestion paritaire avec les ouvriers. Les cotisations prélevées sur les salaires ne sont qu'une forme de vol, soutient Merrheim. De même, on note un refus patronal de l'alternative au modèle paternaliste qui commence à émerger avec intervention de l'État dans les questions sociales, même si Merrheim considère aussi l'Etat (et la Justice) comme complices objectifs du patronat.

*Légitimation de la violence syndicale.* De surcroît, en 1906, le philosophe et théoricien du syndicalisme Georges Sorel, lointain héritier de Proudhon, publie *Réflexions sur la violence*. Comme son nom l'indique, la violence est valorisée et doit être à la base de l'action syndicale. Sorel produit une synthèse entre des thèmes socialistes et le social-darwinisme de l'époque : en ce sens, pour Zeev Sternhell, il est l'un des inventeurs de la synthèse fasciste (cf controverse historiographique ci-dessus). Sorel est aussi un lecteur de Nietzsche, insistant sur la médiocrité intrinsèque de la démocratie libérale et de la civilisation matérialiste. La violence devient même un outil de régénération de l'humanité. La pensée de Sorel se situe véritablement à la jonction de l'extrême-gauche et de l'extrême-droite, et sera une référence maintes fois citée après-guerre par Mussolini ou Hitler. Toujours est-il que sa lecture de la violence influence une minorité agissante au sein de la CGT, peut-être en contradiction avec la doctrine antimilitariste et pacifiste du mouvement ? Car, dans son congrès de 1913,

la CGT préconise le refus du service militaire et de la mobilisation en cas de guerre. Mais il s'agit du bellicisme des Etats bourgeois et impérialistes et non la saine violence que les masses savent déployer pour se faire entendre.

*Mais la CGT n'est pas l'unique syndicat...* Enfin, il faut également noter que la CGT n'est pas l'unique syndicat, attention aux généralisations. Il y a d'autres syndicats socialistes, certes moins importants et moins actifs. On peut citer la Fédération du Textile, de tendance guesdiste mais favorable au rapprochement avec la SFIO (ce qui se comprend puisqu'elle est sur le plan théorique dominée par le guesdisme). Il y a la FFTL d'Auguste Keufer, de tendance réformiste, qui n'a pas suivi la voie de l'union autour de la CGT. Surtout, il existe aussi un autre syndicalisme axé sur la culture de la négociation, mais minoritaire : le syndicalisme chrétien qui sera à l'origine de la Confédération française des travailleurs chrétiens-CFTC, née en 1919. Il est l'héritier des cercles catholiques d'ouvriers fondés dès les années 1870 par les monarchistes légitimistes comme Albert de Mun. D'autres syndicats de métiers, de fibre catholique social, s'étaient constitués à partir des années 1880, notamment dans les professions féminines comme le Syndicat de l'Aiguille, à Lyon, créée en 1899, par Marie-Louise Rochebillard, syndiquant les dentelières, brodeuses, couturières, chapelières et autres travailleuses de la confection. Il existe à ce propos des luttes entre syndicats masculins et féminins. On peut évoquer à ce titre l'affaire Berger-Levrault de 1901-1902 (étudié par l'historien François Chaignard, *L'Affaire Berger-Levrault ; le féminisme à l'épreuve (1897-1905)*, 2009) : la puissante FFTL a dénoncé l'arrivée des femmes dans le domaine de la composition typographique (les « typotes », accusées de tirer les salaires à la baisse). Ces dernières sont défendues par le Syndicat des Femmes Typographes (SFT) guidé par Marie Müller et Marguerite Durand : la dispute est vive entre la FFTL, soutenue par la Bourse du Travail, dénonçant les « briseuses de grèves », et le SFT qui politise l'objet de la lutte. Nous sommes ici en présence d'un conflit entre deux entités non-mixtes. Le SFT l'emporte toutefois. Le syndicalisme chrétien, de son côté, connaît un nouvel essor dans le cadre du Ralliement et de l'encyclique *Rerum Novarum* de 1891. Il existe enfin une tendance qu'on appelle les « syndicats jaunes », ainsi que les nomment les cégétistes, le jaune était traditionnellement la couleur de la trahison. Mais le terme est repris fièrement par certains comme Pierre Biétry qui crée et dirige la Fédération nationale des Jaunes de France entre 1902 et 1912. Ce sont des syndicats de droite, voire d'extrême-droite au niveau des idées, avec des thèses antisémites. Ce qui fait dire à Zeev Sternhell qu'on a là encore un début de pensée fasciste. Ces syndicats sont financés par les patrons et ne revendiquent pas du tout l'emploi de la grève. Ils sont au contraire « briseurs de grève ». La Fédération de Biétry est par exemple financée par l'industriel Gaston Japy, vice-président en 1902 de l'Union du commerce et de l'industrie pour la défense sociale, association patronale, ou encore la duchesse d'Uzès, l'ancienne bienfaitrice légitimiste de Boulanger.

## **B/ Les années Clemenceau, entre répression du mouvement social et construction de l'Etat social (1906-1910)**

Nous sommes ici au cœur de l'un des paradoxes de la période : les syndicats sont brutalement combattus mais leurs revendications sont de plus en plus reprises dans la législation sociale des radicaux. La CGT appelle donc régulièrement à la grève. L'agitation ouvrière s'intensifie après 1905, année d'une révolution russe avortée



(« dimanche rouge » à Saint Pétersbourg) marquée par l'action du mouvement ouvrier russe, qui inspire ses homologues européens. De surcroît, survient ensuite une période de forte hausse des prix en 1906-1907 : c'est une « crise de la vie chère » qui affecte les ouvriers mais aussi les employés de l'Etat et qui avive conséquemment les tensions. Mais le mouvement syndical va se heurter à un adversaire de taille en la personne de Clemenceau.

### 1/ Clemenceau, « premier flic de France » et « briseur de grèves »

*Rappel du parcours de Georges Clemenceau.* Le nouveau Président du Conseil en 1906 a désormais 65 ans, c'est un radical de la vieille école : né en 1841, il a connu le II<sup>nd</sup> Empire, la guerre franco-prussienne et la Commune. Vendéen, médecin de formation, républicain sous le II<sup>nd</sup> Empire (ce qui lui valut la prison), maire d'arrondissement parisien tentant de jouer les médiateurs entre communards et Versaillais en 1871, radical sous la III<sup>e</sup> République, avec une réputation de « tombeur de ministère » à la Chambre (Ferry en 1885), il est éclaboussé par le scandale de Panama et connaît une période de retrait de la vie politique. Mais il reste sur le devant de la scène médiatique au moment de l'Affaire Dreyfus. En 1902, il est élu au Sénat, ce qui lui permet de se refaire une réputation de grand orateur. En 1906, il est nommé ministre de l'Intérieur au sein du gouvernement de Ferdinand Sarrien. A la chute de ce dernier, il est nommé Président du Conseil après de grandes joutes oratoires à la Chambre des députés face à Jaurès (qui interpellait alors le ministre de l'Intérieur). Il a défendu le radicalisme face au socialisme ; il a opposé le « réalisme » à « l'utopie ». Il a douché Jaurès sur la conjugaison des verbes, faisant remarquer à Jaurès que ce dernier conjugait toujours ses phrases au futur, alors que lui parlait au présent. Clemenceau devient donc chef de gouvernement mais garde le portefeuille de l'Intérieur. Sa culture politique est un peu vieille par rapport aux jeunes générations du Parti radical fondé en 1901. Il aime puiser ses références dans l'épisode de la Révolution française, qu'il déclare d'ailleurs être un « Bloc » : il faut l'accepter sans faire de distinction entre les moments libéraux et la Terreur. Il se définit comme jacobin, attaché à l'autorité de l'Etat centralisé. Mais il est attaché aussi à l'égalité sociale. Il est enfin une personnalité autoritaire et cassante, connu pour ses bons mots et répliques cinglantes.

*Le « premier flic de France ».* Défenseur de l'ordre républicain, entre 1906 et 1909, il réprime systématiquement toute forme d'agitation ouvrière. Il sera surnommé le Tigre, mais aussi le « briseur de grève », le « Sinistre de l'Intérieur », , « la bête rouge », « l'empereur des mouchards »... Les syndicats et les anarchistes en font leur bête noire. Clemenceau n'hésite jamais à faire intervenir la troupe, dès qu'une grève déborde du cadre règlementaire, avec à la clé des blessés et des parfois des morts. En 1906, face à la grève des mines de charbon du Nord, à la suite de la catastrophe de Courrières, il dépêche sur place 20 000 soldats pour surveiller et tenir en respect 50 000 grévistes. Le bras de fer ne dégénère toutefois pas. La CGT organise ensuite le 1<sup>er</sup> mai 1906 comme démonstration de force : manifestations massives, revendication de la journée 8h, dénonciation du patronat et de l'inaction de l'Etat après la catastrophe de Courrières... Ce sera le « Grand Soir » annoncent certains. Clemenceau met alors Paris en petit état de siège avec le préfet Lépine, pour éviter les débordements, mobilisant 45 000 soldats pour quadriller la capitale et les quartiers bourgeois où les habitants se sont enfermés chez eux avec des vivres. Même attitude de fermeté lors de la grève de l'électricité à Paris en

1907, où Paris se retrouve plongée dans le noir pendant plusieurs nuits, suscitant à nouveau mouvements de paniques et familles bourgeoises se barricadant chez elles.

*Le « briseur de grèves ».* Lors d'une grève à Draveil, dans le secteur du bâtiment en banlieue parisienne, le gouvernement envoie les gendarmes le 2 juin 1908 au prix de 2 morts et 10 blessés. Le 30 juillet de la même année, nouvel assaut à Villeneuve Saint Georges, faisant 4 morts et plusieurs centaines de blessés. Ces mouvements de grève avaient été déclenchés par les carriers, terrassiers et marinières des péniches qui emportaient jusqu'à Paris des matériaux pour le bâtiment et les travaux publics. Les grévistes revendiquaient l'abandon du salaire à la tâche, des augmentations de paye et la suppression des estaminets tenus par les contremaîtres (devant surveiller les consommations des travailleurs). En réponse, les patrons embauchent d'autres ouvriers pour remplacer les grévistes. Une « chasse aux renards » (nouveaux salariés) est organisée et les gendarmes doivent venir libérer des « renard » emprisonnés. Le 2 juin 1908, des gendarmes ont été attaqués par les ouvriers munis de bâtons et deux terrassiers sont abattus. Clemenceau réplique en faisant seconder les gendarmes par des régiments de cavalerie, de cuirassiers, de dragons et de zouaves : on les appelle en vain à la mutinerie comme à Béziers en 1907 (cf plus bas). La mobilisation régulière de l'armée pour le maintien de l'ordre explique d'ailleurs au passage la fibre antimilitariste prononcée du mouvement ouvrier. Le 30 juillet, ce sont 2 000 militaires qui chargent à coups de sabre près de 6000 ouvriers qui participaient à un meeting. « Ce fut un peu la guerre » écrit un correspondant de *L'Humanité*. Une caricature anarchiste de 1908 fait un parallèle avec 1789 : « de la révolution des sans-culottes à celle des travailleurs ». Les patrons accordent quelques revendications et le travail reprend. *La Guerre sociale* révélera plus tard qu'un des leaders de la grève, Luc Métivier, était en fait un informateur payé par la police. Dans les semaines qui suivent, l'arrestation d'une trentaine de leaders de la CGT décapite toute une frange d'anarcho-syndicalistes, dont Emile Pouget, laissant la place à des leaders plus réformistes pour la centrale syndicale. Enfin, en 1909, en réaction à la grande grève des postiers, Clemenceau réplique en faisant licencier plusieurs centaines : mais il faut rappeler que la pratique de la grève était interdite pour les fonctionnaires.

*L'héritage.* Mais ce ne sont que les grèves les plus marquantes d'une vague montante : en 1900, on compte 890 grèves, en 1904 1087, en 1906 1354, et 1910 1517 grèves. Les anarchistes évoquent une atmosphère de guerre civile larvée dans leur journal satirique *L'Assiette au beurre*, qui avait publié le 1<sup>er</sup> mai 1905 un célèbre dessin intitulé « la grève », signé Jules Grandjouan, dessinateur anarchiste qui devra s'exiler provisoirement (en compagnie de la danseuse Isadora Duncan...) en 1912 pour éviter les poursuites judiciaires pour ses nombreuses provocations. Les grèves se poursuivront après le départ de Clemenceau : en octobre 1910, éclate une grande grève nationale des cheminots. Aristide Briand, Président du Conseil, s'inscrit alors dans l'héritage de Clemenceau, utilisant une ruse que lui permettait le droit. Les chemins de fer pouvant être militarisés par le gouvernement – une disposition en prévision d'un possible état de guerre – Briand le décrète, transformant d'un coup les cheminots en mobilisés, et la grève en désertion passible du conseil de guerre, ce qui ramène tout de suite les cheminots au travail. Mais, outrée par la perversité d'un pareil procédé, la Chambre pousse Briand à démissionner.

*Un exemple de manifestation anarcho-syndicaliste : l'affaire Ferrer (1909).* Enfin, le monde cégétiste sait également s'animer en se faisant l'écho d'affaires internationales. Ainsi en 1909, l'Affaire Ferrer, survenue en Espagne, démontre sa capacité à soulever les foules à Paris. En juillet, une révolte à Barcelone (revendications syndicales et dénonciation des entreprises coloniales au Maroc) est matée dans le sang par la monarchie d'Alphonse XIII de Bourbon : 2 000 arrestations, 78 morts et 500 blessés, fermeture des syndicats et des écoles laïques : c'est la « semaine tragique ». Un mouvement de solidarité prend corps à l'étranger, incarné en France par la CGT et la SFIO. Des associations anarchistes se mettent en branle : le Comité de défense sociale, l'Association internationale antimilitariste (AIA) et des journaux comme *Le Libertaire* ou *La Guerre sociale* d'Hervé où écrit le journaliste et photographe Miguel Almereyda (Eugène Vigo, de son vrai nom, mais prendre un pseudonyme espagnol est un hommage à l'anarcho-syndicalisme espagnol considéré comme modèle). L'arrestation de Francisco Ferrer à Barcelone le 1<sup>er</sup> septembre, et son enfermement à la forteresse de Montjuïc, est l'événement qui met le feu aux poudres. Ferrer, qui était réfugié en France depuis 1906, faisait alors un passage éclair pour voir sa famille. Un Comité Ferrer se constitue, animé par les anarchistes libertaires Charles Albert et Charles-Ange Laisant. Les prisonniers de Montjuïc seraient une « nouvelle Affaire Dreyfus ». Ferrer est de fait fusillé à Montjuïc le 13 octobre 1909. L'émotion est grande, la CGT appelle à une grève générale de 24h. Il y a des répliques ailleurs en Europe : dans le bassin belge de Charleroi, sur les chantiers navals de Trieste en Autriche-Hongrie, à Rome où les manifestants veulent s'en prendre au Vatican (l'Eglise catholique passant pour un soutien indéfectible de la monarchie espagnole), et dans le Nouveau Monde où 20 000 anarchistes défilent à Buenos Aires. En France, la CGT appelle au boycott des navires espagnols. Des affrontements ont lieu à Lyon avec la police. A Cherbourg, le directeur de la police démissionne, refusant l'épreuve de force avec les manifestants. A Brest, des manifestants sortant de la Bourse du Travail veulent s'en prendre au consulat d'Espagne. Idem à Sète, à Marseille ou encore à Orléans. A Nancy, une bombe artisanale explose. A Paris, *L'Humanité* et *La Guerre sociale* appellent à marcher sur l'ambassade d'Espagne, le 13 octobre 1909. Mais le cortège se divise entre révolutionnaires comme Hervé qui veulent l'épreuve de force et politiciens socialistes (Jaurès, Vaillant) qui ne veulent pas de débordements. 20 000 personnes environ défilent sur les boulevards, le chiffre monterait à 40 000 pour les événements de la nuit. On crie « Vive Ferrer ! », « A bas la calotte » (slogan anticlérical). Le préfet de police Lépine est la cible de coups de feu. A la nuit tombée, les lampadaires sont détruits pour imposer le noir complet. On relève de nombreuses dégradations tout au long de la nuit (kiosques à journaux, grilles d'arbres, autobus et tramways renversés). Le bilan est d'une centaine de policiers blessés et d'un agent tué, des milliers de blessés chez les manifestants. 17 meneurs sont arrêtés. La presse conservatrice dénonce les « apaches » (cf plus bas) qui en ont profité pour dévaliser les quartiers bourgeois. *La Guerre sociale* défend la résistance du prolétariat, « à coups de revolver » et écrit « Bravo Paris ! On te croyait mort : tu n'étais qu'endormi ». Les 500 membres des forces de l'ordre ont été littéralement dépassés, mais on dénonce la présence d'agents provocateurs issus de leur rang (cette pratique de la provocation ouvrière, par infiltration des mouvements et des manifestations, a été théorisée et utilisée depuis quelques années par la police politique (Okhrana) en Russie). Le journal républicain *La Matin* parle d'une « émeute révolutionnaire », *La Libre Parole* dénonce le faible nombre de policiers. *L'Humanité* appelle à d'autres manifestations, mais pacifiques. Emile

Chausse, maire socialiste du 11<sup>ème</sup> arrondissement (Bastille, quartier populaire) propose de rebaptiser une rue « Ferrer » et de prendre en charge l'éducation des enfants de ce martyr. La droite réplique en déclarant vouloir faire de même avec l'agent Dufresne, la victime de la journée. On rapporte enfin que 60% des manifestants étaient armés. Devant ce quasi-fiasco, les autorités décident désormais des règles strictes pour encadrer les manifestations (déclaration en préfecture, communication de l'itinéraire emprunté...).

## **2/ Clemenceau, en lutte contre la sédition et la petite criminalité**

*Agitation et soulèvement dans le Languedoc (1905-1907).* Le Languedoc connaît en effet une agitation sociale endémique entre 1905 et 1907. Les viticulteurs sont confrontés à une terrible crise de surproduction (leurs vignobles, replantés en totalité et modernisés à la suite de la crise du phylloxéra, produisent trop). La crise affecte à la fois les petits propriétaires vigneron et les ouvriers agricoles qui sont leurs salariés. Leur mécontentement est aussi attisé par la révélation de fraudes des négociants, surtout dans les villes destinataires des chargements, comme à Paris aux quais de Bercy, importante place de vente depuis 1889. Jaurès visite la région en 1905 et s'enthousiasme pour le mouvement des coopératives viticoles qui pourraient être de bons terrains pour les idées socialistes, et la source d'un « socialisme à la française ». Mais en 1907, la situation dégénère. Des vignerons mécontents se groupent derrière des meneurs : le docteur Ernest Ferroul, député socialiste et ex-maire de Narbonne, et Marcelin Albert, un cafetier d'Argeliers, petit village de l'Aude. En avril 1907, Marcelin Albert crée un « comité d'initiative », se dote d'un journal *Le Tocsin*, organise un grand rassemblement de 70 000 manifestants, et fait adopter un « serment des fédérés ». Y a-t-il un risque de sécession régionaliste, en plus du mouvement social ? Une grève de l'impôt est en tous cas lancée. Les vignerons et leurs soutiens puisent leurs références dans d'anciennes révoltes : les Jacques en 1358, les Gueux en 1568 et en 1648, voire les huguenots révoltés qu'étaient les Camisards en 1702-1704. Et certains notables locaux rejoignent le mouvement comme l'archevêque de Montpellier, Mgr de Cabrières. Toutefois, le mouvement demeure légaliste, réclamant au gouvernement l'application ferme de la législation protégeant les vins et interdisant les mélanges ou la manipulation. Un certain nombre d'élus et des parlementaires de « départements viticoles » soutiennent le mouvement.

*Clemenceau face à l'insurrection régionaliste (1907).* Mais les manifestations se déchainent dans les grandes villes de la région, dont les services publics sont bloqués. L'organisation des manifestants est particulièrement rodée, avec des comités de défense communaux, soutenus par de nombreuses municipalités. Une certaine identité régionale s'exprime avec de nombreux tracts rédigés en occitan ou en catalan. Ferroul entretient la mémoire des Cathares, célébrant par la suite à Muret en 1913 l'anniversaire de la bataille de 1213 mettant un terme à la « Croisade contre les Albigeois » entreprise par l'Etat royal. Inquiet pour l'unité de la nation, Clemenceau réagit fermement : il soumet le Languedoc à l'occupation militaire, envoyant le 17<sup>e</sup> régiment d'infanterie. Mais des incidents éclatent : une charge de cuirassiers à Narbonne fait un mort et des dizaines de blessés. Puis on dénombre 4 morts et des dizaines de blessés dans divers incidents en série dans plusieurs villes : Narbonne, Perpignan, Béziers, Montpellier... A Agde, plusieurs soldats se mutinent et rejoignent les manifestants. La situation devient incontrôlable : Albert est reçu par Clemenceau à Paris en juin

1907. Mais Clemenceau réussit à rouler le meneur du mouvement : il lui propose un billet de 100F pour l'aider à prendre son billet de retour en train, puis communique à la presse qu'Albert s'est laissé corrompre. L'épisode décrédibilise Albert qui ne sait pas quoi dire. Et accepte de retourner certains maires pour le compte du gouvernement. Le régiment de mutins est envoyé en Tunisie, à Gafsa. Puis Clemenceau fait arrêter Ferroul et Albert le 19 juin 1907 pour atteinte à l'ordre public. Le mouvement s'éteint ensuite avec quelques mesures prises au niveau de la réglementation sur les vins, par les lois du 29 juin et du 15 juillet 1907. Il en restera une importante mémoire de ces événements au niveau régional, réactivée à chaque agitation dans le milieu viticole et chaque fronde contre le manque de régulation de la part de l'Etat (d'où l'ambiguïté de ce type de révolte qui ne vise pas à renverser l'Etat mais à le sommer de jouer son rôle de justice sociale, s'inscrivant dans le prisme explicatif de « l'économie morale » selon Thompson). Un chant populaire, dédié aux mutins, *Gloire au 17<sup>ème</sup> de Montéhus*, fait partie de cette mémoire. Globalement, l'idée retenue est quand même celle d'une victoire contre l'intransigeant Clemenceau, de par les lois obtenues : « nous avons fait plié le Tigre », dit-on de génération en génération de vignerons. Et « nous dompterons bien l'agneau » dira-t-on ensuite en 1953 lors des grèves viticoles contre le gouvernement de Joseph Laniel.

*Modernisation de la police et lutte contre la criminalité.* Parallèlement à cela, Clemenceau entreprend une modernisation de la police, avec une réforme d'envergure en 1907 confiée à Célestin Hennion, directeur de la Sûreté générale. Il crée des brigades de police en province, qui seront les ancêtres des SRPJ (services régionaux de police judiciaire). Il crée aussi des brigades de police motorisées (automobiles), surnommées les « brigades du Tigre ». Cet effort est nécessaire : on connaît une nouvelle flambée de violence anarchiste, non pas sous la forme du terrorisme, mais sous celle du grand banditisme. Des voyous anarchistes braquent des banques, manière de se financer et de s'en prendre à la société bourgeoise capitaliste, ce qui déclenche l'ire des journaux qui se déchainent contre l'influence des idées néfastes d'extrême-gauche. Plus tard, après Clemenceau, l'ennemi public numéro un sera Jules Bonnot qui, à la tête de la « bande à Bonnot », terrorise le pays. Dans *Les cloches de Bâle*, publié en 1934, le romancier Aragon revient rétrospectivement sur ces braquages : « A ce moment, éclata l'affaire de la rue Ordener [braquage de banque] : l'exploit des bandits en auto jeta soudainement dans l'ombre et le Congo et le Maroc [cf plus bas] et la grève des chauffeurs de taxis parisiens et la guerre des Balkans. Une espèce de frénésie entretenue par la presse fit de l'attentat contre un garçon de recettes le centre de l'attention et de la discussion politique ». D'autant que la police peine à appréhender la bande. Jules Bonnot finit par être abattu lors d'une descente de police dans son repaire à Choisy-le-Roi le 27 avril 1912, par ailleurs la première opération de police filmée avec des images qui seront projetées aux actualités cinématographiques. Mais la petite criminalité est aussi en hausse à la Belle Epoque. Paris vit dans la crainte des « apaches » (référence à la sauvagerie supposée des Indiens d'Amérique qui ont été anéantis au XIXe siècle) qui sont le nom donné aux jeunes voyous venus des périphéries de la ville, de la « zone ». Cette dernière désigne la zone *non aedificandi*, le terrain vague en théorie non constructible qui entoure l'enceinte de Thiers, qui reste en l'état jusqu'en 1919. En réalité, elle est investie par les bidonvilles qui comptent jusqu'à 30 000 habitants. Les journaux regorgent de recensions de faits divers mettant en scène de jeunes « zonards »

agressant les passants à coups de couteaux, créant une atmosphère très anxiogène et sécuritaire. Enfin, la réforme de la sécurité dans les années 1900 s'inscrit de manière générale dans un grand mouvement de modernisation de la police, qui s'ouvre aux méthodes scientifiques depuis l'introduction des fiches anthropométriques du criminologue Alphonse Bertillon (fichages de criminels, méthodes d'investigation scientifique) dans les années 1890.

### **3/ La naissance de l'Etat social français**

*La création du ministère du Travail.* Cependant, tout ne fut pas que répression sous Clemenceau, comme l'a montré sa gestion pragmatique de la crise des inventaires (cf plus haut). L'Etat policier se double d'un Etat social beaucoup plus développé. Clemenceau et les radicaux mettent en œuvre des réformes sociales : certes, elles seront toujours jugées insuffisantes par les députés socialistes. Il n'empêche qu'elles tranchent avec le dogme libéral des opportunistes. L'Etat rachète les chemins de fer de l'Ouest en 1906, au bord de la faillite, ce qui est vu comme une amorce de nationalisation des chemins de fer qui ne survient cependant pas à la grande déception des socialistes. Le gouvernement accorde la journée de travail de 8h pour les mineurs. En octobre 1906, est institué un ministère du Travail, de l'Hygiène et de la Prévoyance sociale, confié à René Viviani, socialiste. Il dispose d'un corps d'inspecteurs du travail pour aller enquêter sur les conditions d'hygiène, de sécurité et le respect de la législation. Le ministère se livre à un travail d'enquêtes et de statistiques, essayant d'organiser un dialogue avec les syndicats : pour la première fois, le pouvoir reçoit leurs délégués, ce qui doit être souligné pour contrebalancer la dureté de Clemenceau dans la répression des grèves. En 1906, le gouvernement fait voter également l'obligation d'une journée de repos hebdomadaire qui est le dimanche : accordé en réalité depuis longtemps dans la pratique par un grand nombre d'employeurs.

*La loi sur les retraites ouvrières et paysannes (1910).* Dans le même temps, deux chantiers majeurs, chers aux radicaux, sont lancés même s'ils mettent beaucoup de temps à aboutir : d'abord, la loi sur les retraites ouvrières et paysannes. Discutée depuis les années 1890, le projet de loi est enfin introduit en 1906 pour être adopté en 1910. Elle fait cependant l'objet de vifs débats avant son adoption, les syndicats remettant notamment en cause le principe de la cotisation obligatoire, en faisant remarquer qu'à l'époque beaucoup d'ouvriers mouraient au travail avant d'atteindre l'âge légal de la retraite fixé à 65 ans et auraient alors cotisé toute leur vie pour rien. La CGT dénonce une « retraite pour les morts ». Mais le Bloc des gauches vote pour, le socialiste Edouard Vaillant soulignant à la Chambre que, même si la loi est imparfaite, elle est la première pierre d'un édifice plus large, celui d'un vaste système d'assurance sociale. La loi institue un régime, non par répartition, mais par capitalisation (la cotisation finance une épargne qui servira à payer plus tard sa propre pension de retraite), mais placé entre les mains de l'Etat, pas d'acteurs privés au sens où on entend souvent la capitalisation aujourd'hui. Les fonctionnaires eux bénéficiaient déjà d'un système de retraite, depuis le II<sup>nd</sup> Empire en 1853, qui fonctionnait par répartition (les cotisations payent les retraites de ceux alors en retraite). Les syndicats voulaient que seuls les employeurs cotisent pour la retraite de leurs employés. Mais cette protection sociale prise en charge par l'Etat est un lointain ancêtre de l'Etat-Providence. Les socialistes bataillent ensuite de leur côté pour amender le système et faire reconnaître l'usure prématurée, sur la base d'un principe collectif

d'appartenance à certaines professions. A l'hiver 1911-12, la proposition déposée par Albert Thomas et Arthur Groussier vise à établir, par règlement d'administration publique, une liste des « professions insalubres ou particulièrement épuisantes », donnant droit à une retraite anticipée à 50 ou 55 ans selon la proportion de survivants à ces âges. Mais pour donner à la liste des professions insalubres ou pénibles l'autorité de la chose scientifique, il est indispensable de disposer de tables de mortalité par catégories professionnelles, que la Statistique Générale de France, créée en 1833, serait chargée d'élaborer mais si elle n'en a pas les moyens. C'est sur ce point en apparence technique qu'achopperont tous les projets de compensation de la pénibilité pendant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Le projet de tables de mortalité par profession voit sa discussion reportée, mais jamais reprise avant la guerre.

*L'impôt sur le revenu.* Le deuxième chantier est celui de l'impôt sur le revenu, un projet proposé par le ministre des Finances radical Joseph Caillaux en 1907. Ce nouvel impôt reposerait sur un principe de progressivité, selon des seuils d'imposition, et pas de proportionnalité. Le système a l'air compliqué et fait peur, surtout dans les rangs de la droite qui bataille contre le projet. Le projet s'enlise dès l'examen en commission au Sénat et la réforme prendra des années. Il faut attendre l'été 1914, en pleine entrée en guerre (!), pour que le Sénat vote la réforme en application partielle, et 1917, en pleine guerre, pour une application complète. La bataille sur l'impôt sur le revenu à partir de 1907 est ce qui fragilise d'ailleurs Clemenceau. Ce dernier finira par chuter, mis en minorité par la Chambre sur une question-prétexte : le 20 juillet 1909, il est renversé par 212 députés contre 175, un tiers d'abstentionnistes lui a été fatal. Il aura cependant formé le deuxième plus long gouvernement de la III<sup>e</sup> République : 33 mois, après le record de 36 mois pour celui de Waldeck-Rousseau.

### **III/ Un retour des valeurs droitières et bellicistes à la veille de la Grande Guerre (1910-1913) ?**

Evoquons dans cette partie plus courte, la situation politique générale en France au début des années 1910.

#### **A/ La France au début des années 1910**

*Le retour de l'instabilité ministérielle.* Le régime républicain semble de surcroît renouer avec ses mauvaises tendances et certains critiquent sa fragilité. En effet, après la chute de Clemenceau en 1909, l'instabilité ministérielle revient : il y aura 11 gouvernements jusqu'à la guerre, avec une durée moyenne de 6 mois. Ce qui a pour effet de relancer l'antiparlementarisme. Dans un premier temps, Aristide Briand forme le nouveau gouvernement de juillet 1909 à février 1911 : socialiste indépendant devenu modéré, il fait voter les retraites ouvrières et paysannes (cf plus haut) et se veut être l'homme de l'apaisement. On le taxe d'opportuniste, Clemenceau le surnomme « l'endormeur ». Mais il poursuit la politique du Tigre en défendant l'ordre républicain face aux grèves en 1910, ses anciens alliés socialistes le critiquant durement à la Chambre. Aux élections législatives de 1910, la majorité reste clairement à gauche, avec 263 députés radicaux et 75 socialistes. On note cependant quelques signes de rééquilibrage vers la droite : plusieurs gouvernements de la période sont dirigés par des hommes de centre-droit : Raymond Poincaré et Louis Barthou en 1912-1913. Poincaré devient d'ailleurs Président de la République en 1913, remplaçant le modéré Armand Fallières qui avait succédé à Loubet en 1906. Poincaré est partisan du renforcement de l'armée, dans un contexte international tendu, et de

l'apaisement avec l'Eglise. Il a par ailleurs déclaré vouloir renforcer les pouvoirs du Président de la République et revenir sur le consensus qui prévalait d'une Présidence faible. Toutefois, la majorité de fond reste à gauche. Aux Législatives de 1914, les radicaux ont toujours 261 députés et la SFIO en a désormais 101, ce qui fait des socialistes la deuxième force au Parlement.

*Un régime devenu « routinier » ?* Mais certains républicains se plaignent de la routinisation de la vie politique et des travers du système, à l'image du journaliste Robert de Jouvenel, pourtant de sensibilité radicale, dans son ouvrage ironique *La République des camarades* en 1913 : « la démocratie, qui reposait sur le contrôle, s'est endormie sur la complaisance. Ce pays n'a plus d'institutions. Il s'en passe d'ailleurs admirablement. Et ce pays se laisse doucement administrer par des hommes qui n'ont pas la prétention de lui apporter ni doctrine arrogante, ni justice certaine, ni vérité brutale. Ainsi a pu naître un régime curieux : celui du bon plaisir, tempéré par les relations ». C'est aussi le signe d'une stabilisation politique : le temps des grandes crises politiques est peut-être passé. Même la CGT semble renoncer, après les grèves de 1910, à sa stratégie anarcho-syndicaliste. Jouvenel se livre aussi à une critique de la démocratie parlementaire : le député de base « n'incarne plus la nation », il « expédie ses affaires » et essaye de contenter sa clientèle électorale au mieux ; le ministre est « prisonnier des bureaux », entre les mains de son administration et de ses fonctionnaires, il « fera tout pour les couvrir jusqu'à l'impunité » ; les magistrats sont des fonctionnaires comme les autres, sous influence du gouvernement, à la merci des avancements et des sanctions. Quant à la presse, qui est censée être le baromètre démocratique de la société en république, elle est devenue une industrie comme une autre, en état de collusion avec le pouvoir politique, le soutient Jouvenel. Les Français semblent plus se réjouir des grands succès technologiques qui consacrent à nouveau le prestige français que de la vie des institutions, contribuant à forger rétrospectivement la réputation d'insouciance et d'optimisme de la Belle Epoque : la conquête des airs avec Louis Blériot traversant la Manche en avion en 1909, Roland Garros la Méditerranée en 1912. Ou encore les progrès d'automobiles de plus en plus rapides : la première grande course automobile est en 1903 le Paris-Madrid.

## **B/ Une société belliciste et revancharde ?**

*Regain de nostalgie revancharde ?* Cependant, en réalité, les crises internationales créent une atmosphère de veille d'arme. La Belle Epoque est aussi une période marquée par un regain de nationalisme : il est certes propre à certains milieux, pas du tout généralisé, mais il sait se faire entendre et rappeler régulièrement la menace allemande. Les romans de Maurice Barrès raniment le souvenir des « provinces perdues », notamment sa trilogie « Les bastions de l'Est » : *Au service de l'Allemagne* en 1905, *Colette Baudouche, histoire d'une jeune fille de Metz* en 1909 (plus tard, il y aura *Le génie du Rhin* en 1921). On peut citer aussi *Les Oberlé* de René Bazin en 1903, consacré à l'histoire d'une famille alsacienne qui souffre des brimades de l'administration allemande. Les caricatures d'Hansi (Jean-Jacques Waltz) ont également un petit succès : Hansi est né en 1873 en Alsace allemande et mène ensuite une carrière de dessinateur partagée entre France et Allemagne. Ses dessins publiés en France représentent une Alsace avec des Français qui semblent toujours nostalgiques de leur ancienne patrie, confrontés à des Allemands représentés comme sots et grossiers. En 1911, *L'Illustration* publie une série



de caricature sur l'Alsace, présentée par un texte de Maurice Barrès. En 1912, Hansi publie une *Histoire d'Alsace racontée aux petits enfants de France* très partielle et insultante vis-à-vis des Allemands. Ce qui lui vaut un procès en Allemagne (il est toujours de nationalité allemande par naissance) en 1913 pour insulte à la communauté allemande d'Alsace. Il se sauve en France définitivement en 1914, juste avant la guerre, et combattra ensuite dans l'armée française. A l'automne 1913, Hansi avait également fait plusieurs dessins sur « l'incident de Saverne » : dans cette ville alsacienne de garnison, un officier allemand avait eu des propos désobligeant envers la population locale. En réaction, de jeunes manifestants ont injurié, en novembre, les soldats qui ont ensuite procédé à des arrestations arbitraires. En Allemagne, l'opposition s'empare du sujet pour dénoncer l'arbitraire du régime impérial et la mauvaise gestion des minorités nationales dans le Reich. En France, les nationalistes y voient la preuve que la germanisation de l'Alsace a échoué et que cette dernière aspire toujours à redevenir française, même 42 ans après l'annexion. De son côté, Paul Déroulède, revenu en France, continue d'organiser des manifestations patriotiques à Paris en 1913, ranimant le souvenir de la guerre franco-prussienne (il meurt en janvier 1914). Mais ce réveil nostalgique concerne surtout un public très à droite ou nationaliste. Car les nouvelles générations ont fait leur deuil de ces anciennes régions françaises qu'elles n'ont pas connues. Il ne faut pas exagérer le désir de revanche en 1914 : il est paradoxalement nettement moins fort qu'au lendemain de la défaite de 1871.

*Une jeunesse va-t-en guerre ?* Il existe cependant un débat historiographique sur d'éventuelles valeurs bellicistes au sein de la jeunesse française d'avant-guerre. En 1913, est publiée une enquête d'opinion *Les jeunes gens d'aujourd'hui*, surnommée « l'enquête d'Agathon », par Henri Massis et Alfred de Tarde sous le pseudonyme d'Agathon. L'enquête, qui a un certain succès critique, décrit un certain bellicisme chez les jeunes générations : la guerre a « repris un certain prestige », « C'est un mot jeune, tout neuf, paré de cette séduction que l'éternel instinct belliqueux a revivifié au cœur des hommes ». Il y a cependant quelques problèmes méthodologiques : l'échantillon de jeunes gens interrogés se compose essentiellement d'étudiants parisiens de la Faculté de droit (en plein quartier latin, territoire de l'Action française avant-guerre) et de l'Ecole libre des sciences politiques (jeunesse dorée de Saint Germain des Prés) : ce qui vaut pour eux ne vaut pas forcément pour le reste de la France. Et il s'agit d'une jeunesse issue des familles bourgeoises très à droite du centre de la capitale. Il existe également des écrits qui exaltent la notion de guerre. Ernest Psichari, dans *L'Appel des armes* en 1913, écrit que « la guerre est divine ». Le philosophe Henri Bergson, professeur au Collège de France, assez influent, développe une philosophie de l'instinct vital, du primat de l'intuition sur la raison : dès l'été 1914, il se mue en patriote acharné et appelle à la « croisade » contre l'Allemagne, dans une sorte de mysticisme guerrier qui est également celui de Charles Péguy qui, de socialiste et représentant de l'élite républicaine laïcisée, devient nationaliste et chrétien en 1914. Un revirement qui sera aussi celui de Gustave Hervé qui devient nationaliste en 1914 (il deviendra fasciste après-guerre...). Mais il ne faut pas généraliser ce sentiment comme certains historiens auront tendance à le faire rétrospectivement, après la Grande Guerre. Sur le moment, il s'agit de propos pris au milieu d'autres, comme les propos pacifistes des socialistes. Ces derniers bataillent par

exemple au même moment contre la loi Barthou qui porte le service militaire à trois ans (même si Jaurès réfléchit à la défense nationale dans *L'armée nouvelle*).

**Conclusion :** La Belle Epoque est une époque pleine de contrastes où, derrière l'optimisme apparent, de violents conflits sociaux traversent la société. Mais la République, en France, s'est définitivement installée. L'opposition de l'Action Française a une incidence plus culturelle que politique. La politique de « défense républicaine » des radicaux a contribué à parfaire le modèle républicain en reprenant certaines idées fortes du programme républicain, comme la Séparation de l'Eglise et de l'Etat, qui semblaient avoir été oubliées. Malgré ses fragilités, la République a quand même su faire consensus.